

tôles, les profilés lourds l'excédent de capacité atteint, disent-ils, 20%, et il est de l'ordre de 13 % pour l'acier brut.

D'autres phases sont prévues dans le plan Davignon, ainsi «l'interdiction des aides nationales qui conduiraient à un accroissement des capacités de production ou qui fausseraient les conditions de concurrence» et des «prêts accordés pour faciliter la modernisation des entreprises et encourager les mesures de nationalisations»... «Le sens le plus profond du Plan Davignon : partager équitablement le coût de l'indispensable mutation sidérurgique et maintenir l'unité européenne» pouvait-on lire dans une revue de la CEE. «Ce partage des sacrifices», c'est bien la bourgeoisie européenne des 9 qui l'a décidé, acceptant de sacrifier des milliers d'emplois pour tenter de reconquérir une compétitivité à la dimension du marché mondial. Il en est ainsi de la bourgeoisie française qui a accepté ce plan de restructuration et de licenciements au conseil des ministres européens ayant elle-même fait la proposition d'un tel plan dans la perspective de lutter contre la concurrence des bresciani, les capitalistes italiens. S'il en avait été autrement, le gouvernement français aurait pu user de son droit de veto, la règle de l'unanimité s'appliquant au sein du conseil des ministres, ou bien même déclarer la décision inapplicable à son égard comme la Grande Bretagne l'a fait à propos du Système monétaire européen ou de décisions agricoles qui ne lui convenaient pas.

Doit-on, comme le prétend le PCF, s'en prendre seulement aux trusts allemands et considérer que l'impérialisme français s'est vu imposer ces licenciements par un diktat allemand? Comment expliquer alors que l'impérialisme allemand a lui-même procédé au licenciement de 42000 sidérurgistes depuis 1974, que la production d'acier de la RFA a baissé de -23% depuis 1975 alors que cette baisse atteignait -15% en France?

Le plan Davignon est un plan de restructuration approuvé par l'ensemble des bourgeoisies de la CEE, et les responsables de la crise dans notre pays restent bien, quoiqu'en dise le PCF, les trusts et l'Etat bourgeois français.

Une campagne chauvine en Lorraine

«En mai 1950, on avait prôné l'heureux mariage du charbon et de l'acier. Seuls les communistes avaient dénoncé et combattu ce plan. En fait d'heureux mariage permettez-nous l'expression, il y a eu un «cocu» et ce furent la France et son indépendance, les mineurs de charbon et les sidérurgistes. Comme nous l'avions prévu, les heureux bénéficiaires ont été les maîtres de forges allemands». Voilà ce que la fédération de Moselle du PCF écrit dans son bulletin d'information Lorraine-résistance. Voilà la campagne que mène le PCF en Lorraine. La crise de la sidérurgie, les licenciements sont le fait des capitalistes (comme l'aurait été la fermeture des puits de mine français). C'est vraiment faire la part belle à la bourgeoisie française et aux maîtres de forge français, qui d'après le PCF seraient à la merci de l'Allemagne depuis 1950, depuis l'instauration de la CECA (a). Il y a là d'ailleurs quelques dissonances dans le discours de PCF. Est-ce la CECA ou le plan Davignon qui auraient «bradé» la sidérurgie française aux mains de l'impérialisme allemand? Les deux répond le PCF qui ne fait pas de demi-mesures. Mais dans ce cas, pourquoi n'engage-t-il cette campagne qu'aujourd'hui? Pourquoi dans le Programme commun de 1972, acceptait-il de «participer à la construction de la CEE, à ses institutions», institutions dont fait partie la CECA?

La CECA a été instituée en 1951, d'une part à l'initiative des Etats-Unis qui n'étaient pas satisfaits des limites entravant la production d'acier allemand, production à cette époque contrôlée par une autorité interalliée, et d'autre part à l'initiative des supranationaux dont Schuman, Monnet qui envisageaient la création de l'Europe «secteur par secteur». D'ailleurs l'opposition du PCF en 1951 portait principalement sur la mainmise des USA sur «la petite Europe» et la politique de guerre froide menée contre l'URSS et le camp socialiste.

Peut-on considérer sérieusement, comme le dit le PCF, que l'impérialisme français a fermé massivement les puits de mine français pour obéir aux ordres de l'impérialisme allemand? Le PCF dénature la réalité, l'impérialisme français a, en fait, misé sur le tout-pétrole à un moment où cela était plus rentable pour lui de piller les richesses des pays du Tiers Monde.

Mais le PCF, qui par ailleurs, proteste vigoureusement d'être «chauvin, nationaliste, cocardier, isolationniste, archaïque et dépassé» (b), va encore plus loin dans cette campagne qu'on ne peut qualifier autrement que chauvine. «Oui, les Lorrains sont attachés à leur terre sur laquelle tant de générations ont peiné et souffert, tant de sang a été répandu afin d'en chasser le militarisme allemand qui rêvait de faire main basse sur ces richesses nationales. Jamais les Lorrains n'accepteront que les capitalistes ouest-allemands obtiennent de notre gouvernement ce qu'ils n'ont pu obtenir au cours des guerres de 1914 et de 1940» (c).

Serait-on à la veille d'une nouvelle guerre contre l'Allemagne qui nous aggraverait? On pourrait le croire alors que le PCF met en garde contre le réarmement de la RFA ou quand il reprend le mot d'ordre «La Lorraine aux Lorrains». C'est ainsi qu'à Longlaville (près de Longwy), la municipalité PCF a fleuri le monument aux morts où un poilu préside désormais à des banderoles sur lesquelles on peut lire : «La Lorraine ne sera pas vendue aux trusts allemands» et «leur sacrifice ne sera pas vain, Longlaville vivra»...

On peut s'étonner de la référence du PCF à la guerre interimpérialiste de 1914 dans laquelle les bourgeoisies française et allemande ont entraîné des millions d'hommes à la boucherie, alors même que le PCF s'est créé en 1920 pour une bonne part en réaction contre cette sale guerre, la SFIO y ayant, elle, entraîné la classe ouvrière par son chauvinisme.

Suite page 29